

# Irak, de l'émeute à l'impossible réforme.

## 2018-2019

### Première partie / Rage et incendies 2018

*« J'ai arrêté l'école en primaire, mais je savais déjà tirer à la kalachnikov. On s'entraînait dans le quartier »*

Un habitant de Bassora,  
ancien milicien<sup>1</sup>

Depuis l'écrasement de l'État islamique (EI) à l'automne 2017, l'actualité irakienne est régulièrement ponctuée d'épisodes de manifestations et d'émeutes sur fond de revendications sociales de base (pour l'accès à l'électricité et à l'eau potable, et des emplois) et de dénonciation de la corruption du personnel politique.

Ce contexte de paix et de concorde nationale enfin retrouvées ouvrait pourtant une période particulièrement favorable pour amorcer des réformes et tenter de répondre à l'immense attente sociale de la population. Un précieux capital politique que le gouvernement a dilapidé en quelques mois par une inaction intense. Colère et frustration des populations sont, une fois de plus, sans bornes ; les efforts et sacrifices consentis pendant la guerre contre le califat ont été vains. Au fil des mois, les vagues de mobilisation, la violence et la détermination des manifestants semblent croissantes ; émeutes, incendies et affrontements avec les forces de l'ordre secouent toujours davantage le pays. Jusqu'à ce mois d'octobre 2019, où le mouvement de protestation entre dans une nouvelle phase, d'une plus grande ampleur, mais avec des pratiques différentes. Si le gouvernement est plus que jamais sur la sellette, on sait en revanche que l'État, lui, sera préservé.

### Un pays en ruine

Guerre après guerre, ruines sur ruines. De 2014 à 2017, c'est la moitié nord de l'Irak, à majorité sunnite, qui est une nouvelle fois ravagée par des combats, d'abord par sa fulgurante conquête menée par l'EI (qui s'arrête à 100 km au nord de Bagdad), puis par sa très lente libération. Le coût des destructions liées à ce conflit est, en janvier 2018, évalué par la Banque mondiale à 45,7 milliards de dollars. Dans certaines zones, *tout* est détruit, des villes sont presque entièrement rasées, dans d'autres il ne subsiste aucune infrastructure. Seules 38 % des écoles du pays sont, par exemple, encore debout, et à peine la moitié des hôpitaux. Une ville comme Mossoul n'a été « libérée » de l'EI qu'en contrepartie de 8 millions de tonnes de gravats et de centaines de milliers de déplacés<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Quentin Müller, « Mutilés de Bassora, en Irak : "J'aurais préféré aller au paradis" », *Libération*, 28 août 2018.

<sup>2</sup> Sur cette ville, on peut recommander le documentaire d'Anne Poiret, *Mossoul, après la guerre*, diffusé en 2019 sur

L'économie du pays n'a évidemment pas été épargnée, notamment le secteur, essentiel, des hydrocarbures, qui représente 88 % des ressources budgétaires, 51 % du PIB et 99 % des exportations du pays. L'Irak reste néanmoins deuxième producteur de pétrole brut au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), après l'Arabie saoudite, avec une production moyenne de 4,5 millions de barils par jour. Certaines infrastructures ont particulièrement souffert, par exemple la raffinerie de Baiji, la plus importante du pays, qui ne redémarre partiellement qu'au printemps 2018. L'Irak doit depuis plusieurs années importer des produits raffinés (dont du carburant), du gaz et de l'électricité des pays voisins, en particulier de l'Iran<sup>3</sup>. Les trois quarts des infrastructures hydrauliques et la moitié des centrales électriques sont en effet détruites. En fonction des régions, les Irakiens ne reçoivent que cinq à huit heures d'électricité par jour, et les pénuries d'eau potable sont chroniques ; à Bagdad par exemple, un quart des habitants n'ont pas accès à l'eau potable.

La production agricole a elle aussi chuté, notamment du fait des destructions des systèmes d'irrigation, ce qui accentue un phénomène d'exode rural déjà endémique.

En 2018, le taux de chômage s'élève officiellement à 23 % en Irak, mais il atteindrait 40 % chez les jeunes (les moins de 24 ans représentent 60 % de la population). En fait, il y a assez peu de travail en Irak. Le premier secteur économique, le pétrole, fournit en définitive peu d'emplois, d'autant que les compagnies étrangères embauchent de nombreux migrants asiatiques (jugés plus dociles et corvéables que les travailleurs locaux). Le secteur privé reste faible, et en réalité il n'y a que deux branches d'activité qui procurent des emplois à la population : tout d'abord la fonction publique, qui compte cinq millions de fonctionnaires (retraités compris) contre un demi-million en 2003 ; ensuite le secteur de la violence, l'armée irakienne comptant environ 200 000 hommes, et les Hachd al-Chaabi, unités de mobilisation populaire (UMP), autour de 100 000. Ces dernières, coalition d'une cinquantaine de milices majoritairement chiites, recrutent énormément en 2014 après la fatwa du Grand ayatollah Ali al-Sistani<sup>4</sup> ordonnant la mobilisation contre les troupes de l'EI. Répondent à cet appel des dizaines de milliers de volontaires (pour la plupart chômeurs), dont un tiers sont issus de la province de Bassora. Des milliers y trouvent la mort, et beaucoup reviennent blessés, parfois amputés<sup>5</sup>. La fin de la guerre contre l'EI n'entraîne qu'une démobilisation partielle de ces effectifs ; un milicien rendu à la vie civile, c'est pour une famille une source de revenus de moins et une bouche de plus à nourrir.

Au Koweït, en février 2018, lors d'une conférence sur la reconstruction du pays, alors que le gouvernement irakien demande plus de 88 milliards de dollars, la communauté internationale ne lui en promet qu'environ 30 milliards sous forme de crédits et d'investissements (en particulier la Turquie, le Koweït, l'Arabie saoudite et le Qatar<sup>6</sup>). Mais, du fait d'une corruption exceptionnelle, parmi les plus fortes au monde, on sait qu'une partie de l'aide internationale – tout comme une partie de la rente pétrolière – disparaît dans les poches des politiciens locaux ; les gouvernements successifs auraient, depuis la chute de Saddam Hussein, en 2003, détourné près de 410 milliards d'euros, soit deux fois le PIB du pays.

Pour couronner le tout, l'Irak en guerre ayant fait connaissance avec la dette, le pays passe, en 2016, un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et, en échange de prêts, s'engage à prendre

---

Arte.

3 Les États-Unis ont accordé à l'Irak des dérogations pour pouvoir ainsi commercer avec l'Iran en dépit des sanctions qu'ils imposent à ce pays (relatives à l'accord sur le nucléaire).

4 Le Grand ayatollah Ali al-Sistani, personnage respecté par-delà les communautés pour sa prétendue sagesse, est la plus haute autorité religieuse du chiisme en Irak. Il joue un rôle d'arbitre, faisant peser la balance politique d'un côté ou de l'autre, toujours du bon côté du rapport de force en cours. Mais, du fait de son acceptation du système politique depuis 2003, il est quelque peu déconsidéré aux yeux de nombreux chiites irakiens.

5 Quentin Müller, *op. cit.*

6 Teva Meyer, « Reconstruire l'Irak : une mission impossible ? », *DSI*, n° 143, septembre-octobre 2019.

des mesures d'austérité (baisse du nombre des fonctionnaires, augmentation du prix de l'électricité, augmentation des taxes de douane et des impôts sur le revenu, etc.).

On le voit, en Irak, les années de libération et de reconstruction ont peu de chance d'être un jour qualifiées de glorieuses. Déception, frustration et colère des habitants paraissent aussi grandes qu'avant l'épisode califal ; soit parce qu'ils n'en retirent en réalité aucun bénéfice (anciens combattants ou civils ruinés ou déplacés), soit qu'ils ont une fois de plus tout perdu (partisans de l'EI, sunnites humiliés par l'occupation chiite). On semble revenu au statu quo ante. Ou pire.

## Les prémisses de la révolte (2011-2015)

Lors des printemps arabes de 2011, des milliers d'Irakiens descendent dans les rues de nombreuses villes pour exprimer à leur tour leur colère contre un régime (déjà) corrompu et des conditions de vie (déjà) déplorables. Le mouvement est rapidement et violemment réprimé par le Premier ministre Nouri al-Maliki au prix de dizaines de morts. La situation sécuritaire semblant, à tous les niveaux, définitivement rétablie, les troupes américaines quittent le pays à la fin de l'année. Par la suite, les provinces sunnites connaissent de nouveaux épisodes de protestation, et les réponses qu'y apporte le gouvernement sont identiques, policières. De quoi enrichir le terreau de la croissance de l'EI, et expliquer qu'une partie de la population l'accueille en 2014 en libérateur.

Malgré la guerre, des manifestations populaires contre la corruption, soutenues par une partie du clergé chiite, éclatent à Bagdad ; en juillet 2015, elles sont principalement encadrées par les partisans du tonitruant Moqtada al-Sadr<sup>7</sup>. Mais, dans le sud du pays, à Bassora et à Kerbala, ce sont surtout les coupures de courant à répétition qui font descendre les habitants dans la rue. Pour calmer les esprits, le Premier ministre Haïdar al-Abadi, en poste depuis 2014, se contente de promettre des réformes... qui ne viennent pas. La colère des Irakiens explose à nouveau de février à mai 2016 ; la « zone verte », périmètre ultra-sécurisé de Bagdad abritant les bâtiments officiels<sup>8</sup>, est même brièvement envahie, et le Parlement, occupé par les manifestants sadristes. En février 2017, une nouvelle tentative d'occupation se solde cette fois-ci par un échec, quatre morts et des dizaines de blessés. En face de la « zone verte », sur la rive opposée du Tigre, la place Tahrir devient un lieu symbolique de la contestation ; on y voit désormais, généralement le vendredi après la prière, des poignées de militants et de protestataires se réunir, brandir des pancartes et tenir des meetings. Mais l'épicentre de la révolte prolétarienne se situe plus au sud.

## Venise à la dérive

La province du Sud-Est compte environ cinq millions d'habitants, mais sa capitale, Bassora, en regroupe à elle seule trois à quatre millions. En théorie, il s'agit de l'une des régions les plus riches du pays (sinon de la planète), puisque près de 80 % du pétrole irakien en est extrait (soit davantage qu'au Koweït voisin). L'agglomération abrite une importante activité pétrochimique et, dans sa banlieue, les seuls ports irakiens donnant sur le Golfe persique, dont celui, en eau profonde, d'Oum Qasr (à 50 km plus au sud). C'est depuis ce point, complètement saturé, que les marchandises

<sup>7</sup> Moqtada al-Sadr, leader nationaliste, souverainiste et populiste chiite, jouit d'une immense popularité auprès du prolétariat chiite irakien, mais il ne l'a pas acquise, il l'a héritée de son père, l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr, assassiné en 1999. Réputé pour sa versatilité politique et ses capacités manœuvrières, incarnation de l'opposition et de la défense des pauvres, il voit son aura quelque peu ternie, depuis 2018, du fait de sa participation au processus politique institutionnel.

<sup>8</sup> La « zone verte » est une enclave hautement sécurisée au cœur de la capitale irakienne, elle abrite le Parlement, les ministères, diverses institutions ainsi que les ambassades. Certaines parties ont été progressivement rouvertes à la population au cours de l'année 2018, après quinze ans d'une fermeture complète.

(notamment les denrées alimentaires) entrent en Irak et que sont exportés journallement des millions de barils de pétrole. De nombreux investisseurs étrangers sont présents dans la ville (par exemple des compagnies maritimes françaises ou italiennes), et les études pour de nouvelles infrastructures industrielles et logistiques ne manquent pas. Ni d'ailleurs les projets immobiliers pharaoniques qui semblent les plus délirants : construction d'hôtels cinq étoiles, habitations haut de gamme, centres commerciaux, quartier d'affaires avec la plus grande tour du monde (230 étages) ; de quoi – espèrent certains – rivaliser avec Dubaï. En attendant, l'activité économique réelle rapporte chaque jour des millions à l'État irakien, presque rien à la région, et encore moins à ses habitants.

La province de Bassora a longtemps été une zone agricole de première importance, réputée pour ses palmiers dattiers. L'estuaire du Chatt Al-Arab, qui connaissait une richesse écologique et une agriculture luxuriante, s'est transformé en enfer écologique, ravagé par des dizaines d'années de guerre, de bétonisation et de pollution industrielle – avec une incidence *ad hoc* de cancers pour sa population. Mais, pire, entre l'élévation du niveau de la mer du fait du réchauffement climatique et la baisse du débit des fleuves due à une irrigation intensive (construction de barrages en Turquie et en Iran, gaspillage en Irak), on assiste aujourd'hui à une salinisation croissante des terres et des nappes phréatiques.

« *Quelques mauvaises herbes parsèment le lopin de terre craquelé. "Autrefois, tout était très vert ici. Je faisais pousser des légumes, du fourrage pour mes animaux, des dattes et des pommes." Avec ses quatre hectares de terres, son troupeau d'une trentaine de moutons et ses quelques vaches, ce fermier pouvait gagner jusqu'à 25 millions de dinars par an (environ 20 000 €). "Mais cette année, j'ai tout perdu. Rien ne poussera. J'ai trois enfants à nourrir, alors pour survivre, je vends mes bêtes." Face à la pénurie d'eau douce, ce sexagénaire doit désormais remplir leurs abreuvoirs avec des bouteilles d'eau.*<sup>9</sup> »

Récemment, le gouvernement a dû interdire les cultures trop consommatrices en eau douce telles que celles du maïs et du riz. Cela contribue, tout comme les expropriations de paysans pour l'extension des infrastructures pétrolières, à un important exode rural qui nourrit les bidonvilles et les quartiers informels de la banlieue de Bassora. La population de la ville s'est ainsi accrue de plus d'un million d'habitants depuis 2003. Le « rythme de la création d'emplois » n'a évidemment pas suivi, et le tiers de la population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, soit avec moins de 2 dollars par jour.

Les majestueux canaux de la ville qui l'avaient autrefois fait surnommer « la Venise du Moyen-Orient » ont désormais l'air d'égouts à ciel ouvert et de décharges flottantes. Ses habitants n'ont pas, ou très peu, accès à des services publics de base tels que l'eau courante, l'électricité, ou la gestion des déchets<sup>10</sup>. Pour tenter de résoudre ces problèmes, le gouvernorat de Bassora a directement signé des accords avec les pays voisins. Le Koweït fournit ainsi quotidiennement du carburant aux centrales électriques irakiennes, mais c'est d'abord par crainte de voir des vagues de migrants traverser sa frontière. L'approvisionnement électrique en provenance d'Iran est, lui, soumis à des aléas tels que les sanctions américaines ou les difficultés de paiement. Quant à l'Arabie saoudite, qui souhaite pourtant contrer l'influence de Téhéran, elle s'est pour l'instant contentée de promesses.

Les habitants de Bassora ne se résignent pas pour autant, mais il est vrai que la région conserve les

9 Noé Pignède, « Le sud de l'Irak face à une crise sanitaire et économique inédite », *La Croix*, 29 novembre 2018.

10 Pour une description de la ville, voir par exemple : Quentin Müller, « Bassora, la Venise d'Irak en péril », orientxxi.info, 30 août 2018.

traces d'une tradition de lutte, notamment syndicale, et que par le passé l'influence des mouvements politiques marxistes y a été très importante<sup>11</sup>. Le chiisme politique irakien s'en est lui-même imprégné dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle (pour contrer l'influence communiste), s'appuyant notamment sur le vernis pro-justice sociale dont est pourvue cette religion. Une insurrection comme celle de 1991, contre le régime de Saddam Hussein, reste dans beaucoup de mémoires, quasi mythique. La capitale provinciale n'est donc pas, on le comprend, réputée pour sa stabilité sociale, les manifestations y font d'ailleurs partie du quotidien.

## Les émeutes de juillet / L'électricité

L'actualité irakienne de l'été 2018 aurait dû être dominée par les rebondissements politiques à la suite des élections législatives du mois de mai. De ce scrutin, qui a connu une abstention record dépassant 55 %, ne débouche qu'un Parlement éclaté où aucune majorité claire n'apparaît.

En tête des suffrages arrive la coalition Sayirun (En Marche), que l'on pourrait qualifier de populiste et nationaliste ; il s'agit d'une alliance inédite des partisans chiites du souverainiste Moqtada al-Sadr et du modeste Parti communiste irakien (ce dernier n'a toutefois que 2 députés sur les 54 élus de la coalition).

En deuxième position, on trouve l'Alliance Fatah (Alliance de la conquête) ; chiite orthodoxe et s'inspirant politiquement du modèle iranien, elle est dirigée par Hadi al-Ameri ; branche politique des UMP, elle tire sa légitimité de sa participation active à la lutte contre l'EI.

La formation du Premier ministre Al-Abadi, le parti islamique Al-Dawa, n'arrive quant à elle qu'en troisième position.

Si, *a priori*, ces blocs politiques semblent peu conciliables, au moins deux d'entre eux doivent s'associer pour pouvoir désigner un Premier ministre et se partager le pouvoir ; c'est d'autant plus complexe qu'ils doivent respecter les quotas ethno-confessionnels dans la répartition des postes et, enfin, n'incommoder ni Téhéran, ni Washington. C'est après un mois de négociations et de revirements spectaculaires que la première étape semble passée : un accord pour la formation d'un gouvernement est enfin noué entre Haïdar al-Abadi et Moqtada al-Sadr.

Mais, tandis que dans les palais climatisés de la « zone verte » les politiciens bataillent désormais fébrilement pour l'attribution de ministères, les habitants de Bassora sont, eux, confrontés à la plus grave crise hydraulique qu'ait connue l'Irak, ainsi qu'à d'effrayantes vagues de chaleur. Avec des températures dépassant les 50 °C, ventilateurs, climatiseurs et réfrigérateurs deviennent plus qu'essentiels. Encore faut-il avoir de l'électricité. Et voici que le 6 juillet, pour cause de factures impayées, l'Iran ferme tout bonnement plusieurs lignes électriques, notamment celle qui alimente Bassora. Les prolétaires, constatant que la solidarité chiite a des limites, doivent se replier sur leurs sempiternels générateurs, coûteux et polluants. Quant aux autorités irakiennes, elles ne trouvent pas d'autre solution que de demander aux habitants... de faire des économies d'énergie.

Deux jours plus tard, le dimanche 8 juillet<sup>12</sup>, une manifestation d'un genre assez courant a lieu en périphérie de Bassora : quelques dizaines de personnes bloquent une route menant aux champs pétrolifères de West Qurna-2 (exploités par la compagnie russe Lukoil) et de West Qurna-1 (exploités par ExxonMobil), empêchant ainsi les employés d'accéder aux sites. Elles espèrent ainsi obtenir quelques embauches, mais la situation dégénère, et un manifestant est abattu par les forces de l'ordre<sup>13</sup>. À ce moment, personne ne sait que cet événement va mettre le feu aux poudres.

11 Myriam Benraad, « L'Irak est à nouveau en train de perdre la paix », *L'Opinion*, 22 août 2018.

12 Rappelons ici qu'en Irak le week-end a lieu du vendredi au samedi et que le dimanche y est le premier jour de la semaine.

13 À noter que, au Moyen-Orient, tirer à balles réelles (avec une kalachnikov) au-dessus de la tête des manifestants afin

Il semble que tout d'abord les cheikhs tribaux locaux cherchent à obtenir justice et réparation, puis ils reçoivent le soutien d'autres tribus. Les manifestations reprennent le mardi suivant. Le lendemain, des protestataires tentent de pénétrer dans des installations pétrolières proches de Bassora, affrontent les forces de sécurité et incendient des bâtiments à l'entrée du site. La tension est telle que les compagnies pétrolières étrangères ordonnent l'évacuation de leurs cadres. Les deux jours suivants, des manifestations ont lieu dans plusieurs villes du sud du pays (Bassora, Nassiriya, Nadjaf, Samawa et Kerbala) et jusqu'à Bagdad. Dans bien des cas, les protestataires tentent de bloquer des routes économiquement stratégiques, desservant par exemple des champs pétroliers, des postes-frontières (pour empêcher le passage des camions), des aéroports ou encore le port d'Oum Qasr. Des bâtiments officiels sont occupés. Il y a dans plusieurs villes des affrontements avec la police et des blessés.

Le vendredi 13, le Premier ministre Haïdar al-Abadi se rend à Bassora, où il rencontre des responsables militaires, politiques, tribaux et économiques et tente de calmer la population en annonçant (sans plus de précision) qu'il va débloquent « *les fonds nécessaires* » pour la ville. À l'occasion du prêche du vendredi, le Grand ayatollah Ali al-Sistani, fidèle à son tiède équilibre, apporte son soutien aux manifestants, mais leur demande d'éviter les désordres et les destructions. Pourtant, à la nuit tombée, des émeutes éclatent dans plusieurs villes ; les protestataires, bien que très respectueux de leur religieux, choisissent d'ignorer ses recommandations et, au contraire, prennent pour cible les bâtiments officiels, les locaux des partis politiques et des milices (exception faite des organisations sadristes), et tentent même parfois de les incendier. Les combats avec les forces de l'ordre font rage toute la nuit ; huit manifestants sont tués. Pendant toute la semaine qui suit, ces manifestations se répètent et s'étendent à d'autres provinces du sud du pays.

Que veulent ces manifestants ? Avant tout de l'eau, de l'électricité, de meilleurs services publics et des emplois. Un homme de 25 ans, diplômé de l'université de Bassora, déclare : « *Nous voulons des emplois, de l'eau potable et de l'électricité. Nous voulons être traités comme des êtres humains et non comme des animaux*<sup>14</sup>. » Un autre, employé de 29 ans, affirme : « *Les gens ont faim et vivent sans eau ni électricité. Nos demandes sont simples : plus d'emplois, des structures de dessalement de l'eau et la construction de centrales électriques*<sup>15</sup>. » À ces revendications basiquement matérielles, les manifestants ajoutent une dénonciation, vague mais virulente, de la corruption et de tous ces « *voleurs* » qui dirigent le pays ; des slogans un peu plus explicitement politiques font aussi leur apparition, tels que « *Le peuple veut la chute du régime !* ».

Au fil de la semaine, la colère exprimée prend aussi des tonalités souverainistes, et les manifestants crient désormais aussi : « *Iran dehors ! Bagdad libre !* » Les partis chiïtes, au pouvoir depuis des années, sont en effet associés à un Iran dont l'emprise sur le pays paraît tentaculaire, et les symboles de la république islamique (très présents dans le sud du pays) servent d'exutoire à la rage des émeutiers : par exemple, des banderoles et panneaux en hommage à Khomeiny (fondateur de la République islamique d'Iran) sont incendiés.

Qui sont ces manifestants ? Il s'agit tout d'abord d'hommes, exclusivement ; surtout des jeunes (parfois très jeunes), prolétaires pauvres et chômeurs parmi lesquels de jeunes diplômés (les moins de 35 ans représentent 70 % de la population). Les manifestations sont assez spontanées, elles ne répondent à l'appel d'aucun parti ou syndicat, aucun chef ou leader n'en émerge, et, même si

---

de les effrayer et de les disperser est une pratique habituelle des forces de l'ordre. La manœuvre est toutefois périlleuse et peut, même involontairement, occasionner des blessures ou la mort. Cette méthode est couramment utilisée dans les manifestations que nous évoquons dans ce texte. Viser spécifiquement un manifestant n'est donc qu'un pas supplémentaire aisément franchissable par un policier au cœur d'une violente confrontation, même sans ordre spécifique de sa hiérarchie.

14 « Iraqi protesters withdraw from Najaf airport, air traffic resumes », alarabiya.net, 13 juillet 2018.

15 « Les manifestations s'étendent dans le sud de l'Irak », lepoint.fr, 13 juillet 2018.

localement les rassemblements peuvent être initiés par des militants ou des cheikhs tribaux, ils deviennent vite incontrôlables. La mobilisation ne semble au départ concerner que les chiites (qui représentent tout de même 60 % de la population), les régions du pays et les quartiers de la capitale où ils sont majoritaires, mais on s'aperçoit vite qu'elle dépasse en réalité les clivages communautaires, que des sunnites y participent, et que certaines régions mixtes sont à leur tour atteintes<sup>16</sup>.

Depuis le début, la colère des manifestants vise l'élite politique et ses symboles, et les sièges de l'autorité comme les gouvernorats, les mairies ou les palais de justice ; les bureaux des partis politiques sont régulièrement attaqués, saccagés et incendiés. Ces jeunes prolétaires usent de la violence de manière assez « naturelle », spontanée, primesautière. Cela s'explique aisément par la dureté du quotidien irakien, par la « brutalisation » que des années de guerre ont fait subir à la société (au sens de George L. Mosse), mais aussi par une culture populaire qui banalise la violence<sup>17</sup>. Le gouvernement irakien préfère, lui, dénoncer la présence de « vandales » infiltrés dans les cortèges. Cet usage peu modéré de la violence semble pourtant se répandre ou, du moins, être accepté par d'autres catégories de manifestants, ainsi que l'évoque la journaliste Hélène Sallon : « Cette disposition à la violence a, après, été partagée par beaucoup de manifestants. Des gens qui n'étaient pas forcément de cette génération en colère et très jeune m'ont dit : Ben oui, parce qu'on a pas d'autre recours, ils ne nous écoutent pas, ils ne font que promesses sur promesses. Et donc, à un moment, oui, pourquoi pas la violence<sup>18</sup>. » Qu'en serait-il sans les appels incessants à la modération de la part des autorités politiques et religieuses ?

La journaliste note néanmoins une plus faible mobilisation à Bagdad, peut-être à cause du poids qu'y exerce Moqtada al-Sadr sur une partie du prolétariat, mais aussi sans doute du fait d'un décalage entre les militants et les jeunes prolétaires qui descendent dans la rue : « à Bagdad, on voit que ce mouvement aussi n'a pas pris, car j'ai l'impression que la contestation y est beaucoup plus politisée, dans le sens des partis, et on a d'ailleurs vu dans les manifestations de cet été certaines divergences entre ces activistes de longue date, plus politisés et plus attachés à des partis, et cette nouvelle génération qu'eux-mêmes n'arrivaient pas à comprendre et dont ils n'étaient pas sûrs des intentions. On a vu une plus grande difficulté à Bagdad du mouvement de faire un amalgame, plutôt qu'à Bassora ou Nadjaf, où les raisons socio-économiques sont partagées par tous<sup>19</sup>. »

Les autorités, débordées, réagissent dans l'urgence et le désordre, ne prenant que progressivement conscience de l'ampleur de la révolte. Il s'agit d'abord pour elles de limiter les destructions, d'où l'instauration d'un couvre-feu nocturne et le déploiement de policiers antiémeutes faisant usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Mais, rapidement, l'armée doit être mise à contribution pour protéger les installations pétrolières dans lesquelles les protestataires menacent régulièrement de pénétrer. Afin de limiter la mobilisation, le fonctionnement d'internet est interrompu à plusieurs reprises sur l'ensemble du territoire, parfois durant plusieurs jours ; coupures totales ou, parfois, ne visant que les réseaux sociaux.

Le Premier ministre Al-Abadi adopte publiquement une position conciliante envers les manifestants, dont il dit comprendre les légitimes revendications, et assure vouloir protéger le droit de manifester (dans le calme). Il s'engage aussi à accélérer les projets liés à l'eau et à l'électricité

16 Exception faite du Kurdistan, qui, du fait de ses spécificités sociales et politiques et de son autonomie très poussée, reste en marge de cette mobilisation ainsi que de celle qui débute en octobre 2019. Voir, par exemple, Soulayma Mardam Bey, « Pourquoi les Kurdes d'Irak ne se soulèvent pas », *L'Orient le jour*, 28 novembre 2019.

17 Loulouwa al-Rachid, *L'Irak après l'État islamique : une victoire qui change tout ?*, Notes de l'Ifri, juillet 2017, p. 14.

18 Hélène Sallon dans « Le soulèvement social de Bassora, symptôme des maux de l'Irak », 3 octobre 2018, Iremmo. Hélène Sallon, journaliste au *Monde*, est l'auteure du très instructif ouvrage *L'État islamique de Mossoul. Histoire d'une entreprise totalitaire*, La Découverte, 2018, 288 p.

19 *Ibidem*.

dans le Sud, invite les délégations de chefs de tribu à venir le rencontrer, et annonce une allocation immédiate de trois milliards de dollars pour la région de Bassora. Il ne peut guère compter sur le soutien de son allié Moqtada al-Sadr, qui, bien qu'ayant désormais un pied dans la « zone verte », espère, comme à son habitude, surfer sur la protestation sans pour autant appeler ses partisans à descendre dans la rue. Intrépide, le leader chiite n'hésite pas à user sur Twitter du hashtag « *la révolution de la faim gagne* » ; prudent, il demande aux manifestants de faire preuve de retenue et de ne pas attaquer les bâtiments publics. Après plus de huit jours de manifestations et sans doute bien des hésitations, croyant que le mouvement se prolongera, il appelle ses députés à suspendre les négociations sur la formation d'un nouveau gouvernement jusqu'à ce que les revendications des manifestants soient satisfaites.

La journée du 20 juillet apparaît comme un tournant. Il semble que, devant l'imposant dispositif policier et militaire déployé dans les provinces du Sud comme dans la capitale, les manifestants évitent la confrontation et se rassemblent sur les grandes places publiques. À Bagdad, plusieurs milliers de manifestants tentent néanmoins d'approcher la « zone verte », mais la police les repousse. Les manifestations, qui sont devenues beaucoup moins violentes, se poursuivent jusqu'au dimanche 22. C'est à ce moment que le mouvement s'achève, après quatorze jours de manifestations à travers tout le sud du pays dont au moins huit d'émeutes. La répression aura fait 11 morts, pour la plupart des manifestants tués par balles. Une telle mobilisation, une telle violence et une telle répression semblent inédites en Irak.

## Émeutes de septembre / L'eau

On aurait pu croire qu'après un tel soulèvement le gouvernement allait pouvoir bénéficier d'un moment de répit, or il n'en est rien. Tout redémarre à Bassora, cette fois-ci à cause de l'eau. Du fait des conditions sanitaires et météorologiques déplorables, celle distribuée par les autorités s'avère, à partir du mois d'août, bien plus salée et polluée que d'ordinaire. En quelques semaines, sa consommation provoque même l'intoxication et l'hospitalisation de plus de 30 000 personnes. Comme à son habitude, le gouvernement répond en brassant de l'air, imaginant que la suspension du ministre de l'Électricité et de quelques fonctionnaires suffira à apaiser les esprits et permettra à la « zone verte » de retrouver son pittoresque cours quotidien. Pourtant, mauvais signe, le dimanche 2 septembre, des centaines de manifestants bloquent différents points stratégiques de la province de Bassora. Le lendemain, à Bagdad, se tient la réunion inaugurale du parlement élu en mai ; on s'y déchire entre, d'une part, l'alliance de Moqtada al-Sadr et du Premier ministre Haïdar al-Abadi et, de l'autre, celle du chef des milices pro-iraniennes, Hadi al-Ameri, et de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki ; mais on échoue à élire un président de la Chambre.

Le mardi, plusieurs milliers de personnes se rassemblent à Bassora pour protester contre l'incurie des autorités. Les forces de l'ordre tirent en l'air et font usage de gaz lacrymogène pour les disperser, des affrontements éclatent. En fin de journée, on dénombre six personnes tuées. Les protestataires sont encore plus nombreux le mercredi. Le jeudi (6 septembre), les accès au port d'Oum Qasr sont bloqués par les manifestants et, dans la soirée, à Bassora, des émeutiers attaquent les bâtiments publics et les sièges de partis politiques ; ils tentent même de s'en prendre au consulat d'Iran, mais sont repoussés par les forces de l'ordre.

Les autorités, craignant que des manifestations ne se déclenchent après la prière du vendredi (qui a lieu à midi), déploient de nombreuses forces de l'ordre à Bassora et instaurent dans la ville un couvre-feu à partir à 16 heures. Mais, si dans la journée des protestataires tentent de pénétrer dans l'un des sites pétroliers proche de la ville, et que d'autres bloquent à nouveau les accès d'Oum Qasr, c'est à la nuit tombée que la situation s'embrase. Les habitants se rassemblent dans les rues et, toujours plus nombreux, rapidement, attaquent les bâtiments gouvernementaux, les locaux des partis

et milices, les bureaux et la résidence du gouverneur régional, et brûlent tout ce qui peut l'être. Ce qui fait grand bruit, y compris au niveau international, c'est que le consulat d'Iran est pour la seconde fois pris d'assaut et que, cette fois-ci, il part en fumée. Au cours de la nuit, trois manifestants de plus sont abattus par la police.

La journée suivante, samedi 8 septembre, est en comparaison particulièrement calme. Le port d'Oum Qasr reprend ses activités, et les forces de l'ordre veillent. Certains militants se présentant comme « organisateurs » des protestations dénoncent les destructions de la veille et annoncent qu'ils cessent le mouvement. Le couvre-feu est finalement levé dans la soirée. À noter que, pour la première fois, le commandant des UMP déclare que ses troupes sont prêtes à se déployer dans les rues de Bassora pour assurer la sécurité et pour protéger les manifestants pacifiques contre les agents provocateurs.

Le gouvernement, lui, promet une nouvelle fois de débloquent des fonds (sans donner ni montant ni calendrier), bien que personne n'ait encore aperçu l'ombre des trois milliards de dollars promis en juillet. Le même jour, le Parlement se réunit en urgence pour discuter de la crise à Bassora, mais une partie de l'assemblée, dont l'Alliance Fatah (branche politique des UMP), demande la démission du Premier ministre Al-Abadi. Mais, coup de théâtre, cet appel est repris par Moqtada al-Sadr pourtant jusqu'alors allié d'Al-Abadi ! Le leader souverainiste laisse ainsi entrevoir une alliance avec le bloc pro-iranien. Ce revirement a été facilité par des prises de position du Grand ayatollah Ali al-Sistani très critiques vis-à-vis du Premier ministre. Celui-ci est finalement obligé de jeter l'éponge, et c'est Adel Abdel Mahdi, un ancien ministre du Pétrole, qui est désigné pour lui succéder (il n'entre en fonction que le 25 octobre 2018). La situation est toujours quelque peu confuse mais, alors que certains dénoncent les récentes émeutes comme le résultat d'un complot visant à contrer l'influence iranienne, il semble, paradoxalement, que le bloc pro-iranien s'en trouve renforcé<sup>20</sup>.

Rien qui *a priori* puisse satisfaire les protestataires, dont, en moins d'une semaine, treize ont été tués et des dizaines d'autres, blessés. Rien qui annonce une amélioration de leurs conditions matérielles d'existence. Les manifestations ne reprennent pourtant pas, le calme revient, et la vie quotidienne retrouve son cours à Bassora comme à Bagdad. Pour combien de temps ? Tout le monde attend la prochaine explosion et reste sur ses gardes.

Mais personne ne se doute alors qu'il va falloir environ un an pour voir les prolétaires irakiens redescendre dans les rues, équipés de leur colère incendiaire.

**Fin de la première partie.**

**Tristan Leoni, novembre 2019**

*La seconde partie, « 2019. Réforme politique ou guerre civile ? », paraîtra prochainement.*

---

<sup>20</sup> Le Premier ministre Al-Abadi avait pris position en faveur de Washington en appliquant à son tour des sanctions à son voisin iranien, mais « à contrecœur », ce qui avait provoqué la colère de Téhéran. Élie Saïkali, « Lâché par Sadr, Abadi plus isolé que jamais », *L'Orient le jour*, 10 septembre 2018.